



33

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
GENERALE
T/C.2/SR.243
13 juin 1955
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE PERMANENT DES PETITIONS

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA DEUX CENT QUARANTE-TROISIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New-York,
le mercredi 25 mai 1955, à 10 heures 45.

SOMMAIRE

- Election du Président et du Vice-Président
- Examen des pétitions et des communications distribuées par le Secrétaire général conformément aux articles 24 et 85, paragraphe 2, du règlement intérieur (T/C.2/L.149).

PRESENTS

Président :

M. TARAZI

Syrie

Puis :

M. de CAMARET

France

Membres :

M. HAMILTON

Australie

M. MULCAHY

Etats-Unis d'Amérique

M. JAIPAL

Inde

M. BENDRYCHEV

Union des Républiques
socialistes soviétiques

Secrétariat :

M. COTTRELL

Représentant du
Sous-Secrétaire

M. BERENDSEN

Secrétaire du Comité

ELECTION DU PRESIDENT ET DU VICE-PRESIDENT

M. JAIPAL (Inde) propose d'élire Président M. de Camaret (France).

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) n'a rien à dire contre la personne de M. de Camaret; mais sa délégation estime, par principe, que le président du Comité permanent des pétitions devrait être le représentant d'une Puissance non administrante, et M. Bendrychev désire en conséquence faire figurer au compte rendu qu'il est opposé à l'élection à la présidence d'un représentant d'une Puissance administrante.

M. de Camaret (France) est élu Président par acclamation.

M. de CAMARET (France) remercie les membres du Comité de l'honneur qu'ils lui ont fait, ainsi qu'à son pays, en le portant à la Présidence.

Comme un certain nombre de pétitions provenant de Territoires administrés par la France seront examinées au cours de la présente session, il estime que le Comité ferait bien d'élire un Vice-Président qui le remplacerait pendant l'examen de ces pétitions.

M. JAIPAL (Inde) propose d'élire M. Tarazi (Syrie) au poste de Vice-Président.

M. HAMILTON (Australie) appuie cette proposition.

M. Tarazi (Syrie) est élu Vice-Président par acclamation.

M. de Camaret (France) prend la Présidence.

EXAMEN DES PETITIONS ET DES COMMUNICATIONS DISTRIBUEES PAR LE SECRETAIRE GENERAL
CONFORMEMENT AUX ARTICLES 24 ET 85, PARAGRAPHE 2, DU REGLEMENT INTERIEUR
(T/C.2/L.149)

Communications concernant le Tanganyika

1. T/COM.2/L.24

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que la communication contient des plaintes précises au sujet desquelles il aimerait connaître les observations de l'Autorité administrante.

M. BERENDSEN (Secrétaire du Comité) reconnaît que la lettre en question contient des accusations précises; mais le Secrétariat a considéré, d'autre part, qu'elle n'exposait aucun fait nouveau qui méritât l'attention du Comité étant donné qu'elle était une répétition de la pétition que le Conseil a examinée à sa dernière session. C'est pourquoi elle a été rangée parmi les communications.

D'après M. TARAZI (Syrie), la pétition est importante et devrait être examinée selon la procédure établie.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait remarquer que lorsque le Conseil a examiné la question, il n'a adopté aucune recommandation touchant la pétition antérieure, mais s'est borné à appeler l'attention des pétitionnaires sur les observations de l'Autorité administrante.

M. MULCAHY (Etats-Unis d'Amérique) approuve le classement fait par le Secrétariat en raison des explications données par le Secrétaire du Comité.

M. HAMILTON (Australie) partage l'opinion du représentant des Etats-Unis; le Comité devrait adopter la procédure recommandée par le Secrétariat.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) soutient que la présente lettre et la première pétition ne sont pas identiques; la lettre soulève une question nouvelle, à savoir que les pétitionnaires ont été l'objet de certaines mesures parce qu'ils avaient envoyé une pétition aux Nations Unies. Il demande qu'un vote soit pris sur la manière dont doit être traitée la pétition.

Selon M. JAIPAL (Inde), le Comité devrait éviter de donner l'impression qu'il n'a pas examiné l'affaire aussi complètement que le réclament manifestement les pétitionnaires. Il n'est pas d'accord avec le classement du Secrétariat. La lettre du 8 février 1955 et la première pétition ne sont pas identiques. Le premier paragraphe de la lettre apporte des faits nouveaux à l'appui de la pétition, et il désirerait connaître les vues de l'Autorité administrante touchant ces nouvelles allégations des pétitionnaires. La lettre devrait être reclassée dans la catégorie des pétitions.

Le Comité pourrait repousser l'examen de l'affaire jusqu'à ce qu'il ait reçu la réponse des pétitionnaires à la recommandation du Conseil; il pourrait alors examiner les deux documents à la fois, par exemple à sa prochaine session.

Le PRESIDENT met aux voix la proposition des représentants de la Syrie de l'Inde tendant à ce que la présente communication soit reclassée dans la catégorie des pétitions et examinée selon la procédure établie.

Par 3 voix contre 2, avec une abstention, la proposition est adoptée.

2. T/COM.2/L.25

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que le Comité devrait appeler l'attention du Conseil sur le fait que la communication touche à la grave question de la fixation d'un délai pour l'octroi de l'autonomie au Tanganyika.

M. TARAIZI (Syrie) reconnaît que la question de l'autonomie est importante, mais il relève que le Conseil l'a déjà examinée à propos du rapport de la Mission de visite, et que le Comité n'est pas compétent sur le fond.

M. BERENDSEN (Secrétaire du Comité) rappelle que, à sa quatorzième session, le Conseil a approuvé une recommandation présentée par le Comité, aux fins de joindre en annexe aux documents de travail préparés par le Secrétariat sur la situation dans les Territoires sous tutelle un résumé des questions soulevées dans les pétitions et communications d'ordre général. La communication en discussion sera donc portée à l'attention du Conseil à sa dix-septième session.

Communications concernant le Ruanda-Urundi

3. T/PET.3/L.5

4. T/PET.3/L.6

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) ne pense pas que la communication mentionnée dans la section 3 puisse être tenue pour une pétition concernant des questions d'ordre général, car le document T/PET.3/L.5 cite un cas concret où un groupe d'habitants autochtones a été contraint d'abandonner des terres qui lui appartenaient.

M. JAIPAL (Inde) et M. TARAZI (Syrie) proposent de reclasser comme pétitions les communications mentionnées dans les sections 3 et 4 et de leur appliquer la procédure établie. Il serait bon d'obtenir des renseignements supplémentaires sur l'aliénation des terres et sur la mesure dans laquelle l'Administration encourage les autochtones à se livrer au commerce. La simple politesse demande d'ailleurs que l'on donne une réponse directe aux communications émanant de particuliers et évoquant des questions d'ordre général.

M. HAMILTON (Australie) et M. MULCAHY (Etats-Unis d'Amérique) estiment que les questions d'ordre général soulevées dans ces communications relèveraient plutôt du Conseil lui-même. En approuvant le classement du Secrétariat, le Comité n'indiquerait nullement qu'il ne s'intéresse point aux questions évoquées.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) appuie les propositions des représentants de l'Inde et de la Syrie. En écartant, sans même en accuser réception, des communications qui touchent à des questions aussi importantes, le Comité découragerait tous ceux qui voudraient adresser leurs plaintes à l'Organisation des Nations Unies.

En réponse à une question de M. HAMILTON (Australie), M. BERENDSEN (Secrétaire du Comité) précise que dans le cas d'une pétition concernant des questions d'ordre général, le Secrétariat envoie normalement à l'auteur un extrait du rapport du Conseil relatif au territoire intéressé; quand il a le temps de le faire, le Secrétariat annote ces extraits de façon à attirer l'attention du pétitionnaire sur les points qui répondent plus particulièrement aux questions soulevées dans la pétition.

M. JAIPAL (Inde) fait observer que, dans beaucoup de cas, les pétitionnaires ne comprennent pas bien la réponse qui leur est faite, notamment lorsqu'elle se réfère au règlement intérieur du Conseil.

M. BERENDSEN (Secrétaire du Comité) répond que le Secrétariat a fait un effort, dans sa correspondance, pour surmonter, autant qu'il est possible, ces difficultés, et qu'il ne fait plus mention du règlement intérieur. Toutefois, il y a des limites à cette simplification, le Secrétariat ne pouvant prendre sur lui de paraphraser les décisions du Conseil.

Le PRESIDENT met aux voix la proposition de l'Inde et de la Syrie tendant à reclasser la communication qui figure à la section 3.

Il y a partage égal des voix : 3 voix pour et 3 voix contre.

Après la suspension de séance prévue par l'article 38 du règlement intérieur du Conseil, il est procédé à un second vote.

Il y a 3 voix pour et 3 voix contre. La proposition n'est pas adoptée.

Le PRESIDENT met aux voix la proposition de l'Inde et de la Syrie tendant à reclasser la communication qui figure à la section 4.

Il y a partage égal des voix : 3 voix pour et 3 voix contre.

Après la suspension de séance prévue par l'article 38 du règlement intérieur du Conseil, il est procédé à un second vote.

Il y a 3 voix pour et 3 voix contre. La proposition n'est pas adoptée.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) souligne l'intérêt que sa délégation prend aux graves questions qui sont évoquées dans les sections 3 et 4, notamment celle de l'aliénation des terres; il espère que le Comité appelle l'attention du Conseil sur l'importance de ces problèmes.

Communications concernant le Cameroun sous administration française

5. T/PET.5/L.54

Aucune observation n'est présentée.

6. T/PET.5/L.55

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) signale que la pétition, même sous la forme résumée où elle est présentée dans le document du Secrétariat, contient une demande expresse aux Nations Unies d'ordonner à l'Autorité administrante de convoquer au Cameroun une conférence qui examinerait les problèmes du Territoire.

M. BERENDSEN (Secrétaire du Comité) dit que, de l'avis du Secrétariat, l'examen d'une question qui est si étroitement liée à l'administration politique du Territoire relève plutôt du Conseil lui-même.

7. T/PET.5/L.56

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) relève que la lettre demande expressément que la prochaine Mission de visite des Nations Unies soit invitée à se rendre à Mcm.

Le PRESIDENT, parlant en qualité de représentant de la France, dit que son Gouvernement n'a pas d'objection à ce que la Mission emprunte cet itinéraire.

M. BERENDSEN (Secrétaire du Comité) fait observer que le Secrétariat appelle normalement l'attention des Missions de visite sur toute demande de ce genre.

8. T/PET.5/L.57

9. T/PET.5/L.58

10. T/COIL.5/L.96

15. T/COM.5/L.101

23. T/COIL.5/L.109

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que les communications résumées aux sections 8, 9, 10, 15 et 23 mentionnent expressément certaines mesures de répression et qu'elles ne peuvent donc être considérées comme concernant des "questions d'ordre général".

M. MURCAHY (Etats-Unis d'Amérique) estime que le classement proposé par le Secrétariat convient parfaitement.

M. BERENDSEN (Secrétaire du Comité) reconnaît que les communications énumérées par le représentant de l'Union soviétique mentionnent des incidents, mais ces allusions se retrouvent, beaucoup plus détaillées, dans quelque deux cents pétitions concernant le seul Cameroun sous administration française.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que le seul fait d'avoir reçu un grand nombre de communications n'est pas une raison suffisante pour repousser des plaintes précises. A la section 10, par exemple, les griefs portent sur des mesures précises et il serait naturel que le Comité se renseigne et entende l'Autorité administrante à ce sujet.

M. JAIPAL (Inde) juge également que la lettre résumée à la section 10 contient des plaintes précises. Il se demande comment le Secrétariat a pu classer cette lettre parmi les communications qui ne demandent pas l'intervention de l'Organisation des Nations Unies. Le fait que le Secrétariat reçoit une plainte suffit à justifier une intervention; M. Jaipal incline à considérer la lettre en question comme une pétition.

Répondant au représentant de l'Inde, M. BERENDSEN (Secrétaire du Comité) expose que seule une copie de la lettre était adressée à l'Organisation des Nations Unies et que toute lettre, dont le destinataire principal n'est pas l'Organisation, est classée à l'origine comme communication.

M. HAMILTON (Australie) déclare que les cas précis qui sont mentionnés dans la lettre de la section 8 ne le sont qu'à titre d'exemple. Comme la lettre traite de problèmes généraux, elle relève proprement du Conseil de tutelle.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer, au sujet des communications résumées aux sections 8, 9, 10, 15 et 23, qu'il serait illogique de ne pas examiner certains faits précis sous le prétexte qu'ils ne font qu'illustrer une situation générale, car cela n'enlève rien à l'importance des faits pris en eux-mêmes. En outre, rien dans le règlement intérieur n'interdit l'examen de toutes les pétitions portant sur des questions d'ordre général. Certaines limites sont posées, mais le règlement intérieur ne dispose pas qu'aucune de ces pétitions ne doit être examinée par le Comité. Le représentant de l'Union soviétique propose formellement que les communications en question soient reclassées dans la catégorie des pétitions; elles pourraient d'ailleurs être examinées toutes ensemble.

Selon M. JAIPAL (Inde), il importe peu que tel ou tel incident précis soit évoqué à titre d'exemple ou non.

M. TARAZI (Syrie) pense qu'il est vain d'examiner dans quelle mesure les plaintes en question se retrouvent ailleurs. Le mieux serait de voter sur la proposition du représentant de l'Union soviétique tendant à reclasser parmi les pétitions les communications résumées aux sections 8, 9, 10, 15 et 23. Pour simplifier, il propose que le Comité se prononce sur les cinq sections à la fois.

M. JAIPAL (Inde) demande le vote par division.

Il est procédé au vote sur la proposition de l'Union soviétique tendant à reclasser la communication de la section 8.

Il y a partage égal des voix : 3 voix pour et 3 voix contre.

Après la suspension de séance prévue à l'article 38 du règlement intérieur du Conseil, il est procédé à un second vote.

Il y a 3 voix pour et 3 voix contre. La proposition n'est pas adoptée.

La proposition de l'Union soviétique tendant à reclasser la communication de la section 9 est rejetée par 3 voix contre 2, avec une abstention.

Il est procédé au vote sur la proposition de l'URSS tendant à reclasser la communication de la section 10.

Il y a partage égal des voix : 3 voix pour et 3 voix contre.

Après la suspension de séance prévue par l'article 38 du règlement intérieur du Conseil, il est procédé à un second vote.

Il y a 3 voix pour et 3 voix contre. La proposition n'est pas adoptée.

La proposition de l'URSS tendant à reclasser la communication de la section 15 est rejetée par 3 voix contre 2, avec une abstention.

La proposition de l'URSS tendant à reclasser la communication de la section 3 est rejetée par 3 voix contre 2, avec une abstention.

La séance est levée à 13 heures 05.